

La question mérite d'être posée à la suite des informations se succédant depuis des mois sur la région du Nord Mali (Cf. le site du commandement américain pour l'Afrique Africom et la [vision américaine](#) sur l'Afrique). Elle est devenue en effet une zone incontrôlée qui représente 40% du territoire malien, soit l'équivalent de la France et constitue aujourd'hui une base arrière pour les islamistes radicaux et tous les trafics. Elle menace de s'étendre (Cf. [Lignes-de-defense](#)). Elle peut donc représenter un cas concret utile, en principe à notre portée, pour aborder la stratégie de défense à imaginer dans le cadre du Livre blanc : agir pourquoi, comment, avec quoi, avec qui, pour quel résultats ou effets ?

Or, comme toujours, quand il faut agir militairement et avec efficacité, les palabres s'éternisent pour les raisons les plus diverses et malgré les faits. La France par son ambassadeur aux Nations unies a rappelé ce 5 octobre qu'il fallait agir avec le déploiement d'une force africaine soutenue par l'ONU. « La solution de la crise malienne est une nécessité pour la sécurité du Mali, pour la sécurité de l'Afrique et plus généralement pour la paix dans le monde ». Gérard Araud a ajouté que « nous sommes d'accord, il faut faire du politique et du militaire, naturellement, mais il faut aussi faire du militaire. » Ce qui veut bien dire que l'inaction est la règle actuellement.

Ainsi, malgré l'occupation islamiste, ses destructions de symboles religieux et culturels, les interlocuteurs susceptibles d'agir tergiversent rendant la situation à terme de plus en plus difficile à résoudre. Tout le temps qui est laissé aux insurgés et aux terroristes islamistes pour agir leur permet en effet de préparer les phases suivantes, d'organiser le pays conquis, d'éradiquer les oppositions possibles, de reconstituer leurs forces, de préparer les opérations suivantes et au moins la résistance à toute force de reconquête. Rien de bien neuf dans l'organisation d'une guérilla, l'aurait-on oubliée, à partir d'une base arrière enfin constituée. Cela augure une « longue guerre » coûteuse (qui paiera à terme le conflit ?) avec une nécessaire approche globale du conflit intégrant une forte dimension idéologique.

En outre, que veut-on opposer à ces quelque 6 000 hommes aguerris ? Depuis des mois, le projet s'appuie sur la reconquête du Nord avec une force africaine d'environ ... 3 300 hommes issus de la CEDEAO (organisation de quinze pays principalement d'Afrique de l'ouest et créée en 1975, à vocation initialement économique), n'ayant pas l'habitude de manœuvrer ensemble, encore moins dans une zone désertique ce que ces Etats n'ignorent pas (Cf. [Lignes-de défense](#)), utilisant deux langues de travail, le français et l'anglais. Sous doute une armée malienne reconstituée devrait être au cœur du dispositif mais elle n'existe pas non plus aujourd'hui.

Enfin, une assistance extérieure est évoquée avec réticence. Conforme à sa politique de conférer une légitimité à toute intervention militaire, la France attend une résolution des Nations Unies, cette organisation restant circonspecte. Cette dernière attitude est difficilement compréhensible d'autant que la lutte contre le terrorisme est un axe de l'action des Nations Unies.

La France s'efforce aussi de faire contribuer l'Union européenne à la formation d'une nouvelle armée malienne (Cf. [B2](#)). L'U.E. est déjà présente dans la sous-région au Niger avec Eucap (Cf. [B2](#) et Cf. la [difficulté de l'Europe à recruter du personnel parlant français](#) dans un pays francophone, ceci étant accessoirement un « bon » indicateur de notre influence) pour une

mission civile en harmonie avec la philosophie habituelle bien pacifique des 27. Il s'agit enfin pour la France d'utiliser comme toujours un conflit aux frontières de l'Europe pour valider un projet « européen » de défense et de donner l'impression d'une défense européenne, tout en obtenant une contribution au moins financière de l'Union européenne.

Dans ce contexte, la France veut limiter son engagement à un soutien aérien, logistique et au renseignement mais pourra-t-elle maintenir cette orientation face à un échec vraisemblable des troupes au sol ? Cela ne me semble donc pas un bon choix.

Aujourd'hui, aucune force militaire crédible n'existe pour la reconquête du Nord Mali. Les forces locales envisagées ne seront pas formées avant des mois. Elles seront insuffisantes si l'on se réfère aux guerres de contre-insurrection récentes et passées : en Kapisa, les Français entraînés étaient environ 4 000 avec des appuis importants pour lutter contre quelques centaines d'insurgés sur un territoire bien moins étendu. La défaite des forces africaines me semble bien annoncée si un (ou plusieurs) Etat européen ne prend pas les opérations en mains.

En l'occurrence, la France a un rôle historique dans la région. Le Mali appartient au monde francophone. Le gouvernement malien de transition est favorable à une action notamment de la France (Cf. [Le Monde du 30 septembre](#)). Il ne faut pas ignorer la communauté malienne qui est importante en France soit environ 125 000 personnes, facteur sans doute à prendre en compte. Les forces françaises sont aussi présentes depuis de nombreux mois (Cf. [Blog lignes-de-defense](#)) dans ce pays de 15 millions d'habitants.

Les pays africains attendent sans aucun doute cet engagement, peut-être certes pas tous si je me réfère à un Etat très concerné comme l'Algérie mais peu proactif. Pourquoi pas d'ailleurs agir avec cet Etat ? Un accord de coopération dans le domaine de la défense (Cf. site de l'[Assemblée nationale](#)) a fait l'objet d'un projet de loi le 4 juillet 2012 pour l'approuver et l'article 2 de l'accord donne un cadre d'action possible. Il faut mettre à l'épreuve la réalité de cette coopération militaire.

Il est sans aucun doute temps d'agir sans crainte ni état d'âme si nos intérêts de sécurité et de puissance sont concernés. Il ne s'agit pas de néocolonialisme, encore moins de « françafrique ». Cette époque est révolue. Ne laissons pas une zone de non-droit (certes une de plus, me direz-vous peut-être) favorisant les trafics et le terrorisme notamment islamiste, s'installer à nos portes, au détriment de l'image de puissance encore souvent avancée par notre classe politique.

Je me rappelle cette mission de nomadisation avec mon peloton de marsouins en RCI en 1983 lorsque la crise tchado-libyenne a éclaté. Toutes les autorités locales rencontrées avaient les yeux sur la France et attendaient qu'elles agissent. Je ne sais si c'est encore le cas aujourd'hui. Cependant, si nous ne sommes plus capables d'intervenir directement dans notre zone traditionnelle d'influence, effectivement la situation est grave.

Sur un tout autre plan, le CiDAN organise pour la seconde année le Prix européen « Civisme, Sécurité et Défense » sous le Haut Patronage du Conseil européen et sous celui de la Représentation en France de la Commission européenne. Ce prix est destiné à récompenser des actions particulièrement remarquables en faveur du développement du civisme européen

ainsi que de la « Conscience européenne de sécurité et de défense » définie comme le volet civique de la PSDC (et il y a du travail). Les dossiers (Cf. site du [CIDAN](#)) doivent être adressés avant le 31 octobre prochain

Enfin, je mets en flux RSS (Pensée militaire: débattre sur la défense, voir dans la colonne de droite) les informations sur les nombreux colloques organisés sur le site de l'école militaire, enfin disponibles et suivies sur une seule page web du ministère de la défense. La pensée stratégique française, quand même bien dispersée sinon sinistrée en France aujourd'hui, peut se (re) construire aussi par le débat. Je ne sais s'ils peuvent contribuer utilement à la réflexion et à la rédaction en cours du Livre blanc, cela me semble bien tard, mais on ne sait jamais. Cela pourrait être utile.